

Orientation pour une approche paysagère dans les situations de déplacement (GLADS)

Étude et conception
(Document de travail)

Authors:

J. Schure, J. Gambo, P. Sola, A. Awono, J. Buyinza, A. Ndzodo

v. 14 September 2022

Orientation pour une approche paysagère dans les si-tuations de déplacement
(GLADS) : Étude et con-ception © 2022 CIFOR-ICRAF

Le contenu de cette publication est sous licence Creative Commons Attribution 4.0
International (CC BY 4.0), <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Orientation pour une approche paysagère dans les si-tuations de déplacement
(GLADS) : Étude et con-ception J. Schure, J. Gambo, P. Sola, A. Awono, J. Buyinza, N.
Ndzodo. 2022. Lignes directrices pour une approche paysagère dans les situations de
déplacement (GLADS) : Étude et conception. CIFOR-ICRAF : Bogor, Indonésie ; Nairobi.

CIFOR
Jl. CIFOR,
Situ Gede Bogor Barat 16115
Indonésie
T +62 (251) 8622-622
F +62 (251) 8622-100
E cifor@cgiar.org

ICRAF
Avenue des Na-tions Unies, Gigiri
Boîte postale 30677, Nairobi, 00100
Kenya
T +254 20 7224000
F +254-20- 7224001
E worldagroforestry@cgiar.org

cifor-icraf.org

Introduction

Cibler le développement durable et la résilience au niveau du paysage est de plus en plus reconnu comme une solution viable pour surmonter les lacunes sectorielles et trouver des solutions par le dialogue avec les acteurs à plusieurs niveaux. Le potentiel des approches paysagères pour répondre aux revendications concurrentes d'innombrables acteurs semble particulièrement pertinent pour les paysages accueillant des réfugiés. Ce document de travail présente les résultats d'une étude des approches paysagères dans les situations de déplacement. Un cadre conceptuel guidera les étapes ultérieures de l'élaboration des Lignes directrices pour une approche paysagère dans les situations de déplacement (*Guidelines for a Landscape Approach in Displacement Settings* ou GLADS) via des travaux de terrain et des consultations.

Contexte

Les flux de réfugiés et leur dépendance aux ressources naturelles pour les matériaux de construction, le bois de chauffe et les activités de subsistance dépassent souvent les ressources de l'écosystème naturel. Cela peut donc entraîner la dégradation des forêts, des terres et des sols, ainsi que des pertes de biodiversité, susceptibles de provoquer des tensions avec les communautés d'accueil. Toutefois, étant entendu que les réfugiés voient leur séjour se prolonger dans la plupart des cas, soutenir les moyens de subsistance sur le long terme, tant pour les réfugiés que pour les communautés d'accueil, est de plus en plus reconnu comme un élément fondamental lors des interventions humanitaires.

GLADS est une initiative financée par l'Union européenne, menée par le CIFOR-ICRAF en partenariat avec les principales parties prenantes, pour développer des lignes directrices sur la mise en œuvre d'une approche intégrée du paysage dans les situations de déplacement. Ces lignes directrices aideront les acteurs humanitaires et les parties prenantes locales à cibler la planification, la mise en œuvre et la réhabilitation au niveau du paysage qui contribuent à la résilience des moyens de subsistance des réfugiés et des communautés d'accueil. Ces lignes directrices seront basées sur l'étude des outils disponibles, des études de cas de trois paysages sélectionnés accueillant des réfugiés et d'une co-construction avec les principales parties prenantes aux niveaux paysager, national et international.

Analyse méthodologique

L'analyse effectuée par l'équipe GLADS entre les mois de septembre 2021 et janvier 2022 a porté sur la littérature générale traitant du sujet, tant au niveau mondial que dans les pays d'Afrique subsaharienne (ASS), ainsi que sur les outils publiés au cours des deux dernières décennies (2000-2021). L'équipe a appliqué une approche de recherche structurée au travail d'analyse avec des chaînes de recherche clairement prédéterminées (voir tableau 1.1), notamment celles qui suivent :

1. Analyse littéraire sur l'application actuelle de l'approche paysagère et son applicabilité dans les situations de déplacement. Cette analyse a ciblé les comptes rendus historiques et actuels sur la façon dont les contextes biophysiques, socio-économiques et de gouvernance ont été pris en compte dans la gestion au niveau du paysage et les situations de déplacement. Nous avons rassemblé la littérature pertinente disponible à partir de l'année 2000 (et même plus tôt lorsque cela a été jugé pertinent) via les bases de données scientifiques de l'ISI Web of Sciences (articles), Google Scholar (livres et rapports) ainsi que des rapports non publiés.

2. Analyse des outils et politiques disponibles traitant des aspects du paysage (biophysique/ environnemental, socio-économique, gouvernance/ institutionnel) dans les situations de déplacement. Nous avons collecté en ligne et en consultant des partenaires clés des outils, des lignes directrices et des politiques pertinents à partir de l'année 2000 (et même plus tôt lorsque cela a été pertinent).

3. Analyse documentaire dans les zones d'accueil de réfugiés sélectionnées au Cameroun (région Est près de Garoua Boulai), au Kenya (camp de Kakuma et zone d'installation intégrée de Kalobeyi dans le comté de Turkana) et en Ouganda (camp de réfugiés de Rhino dans le district de Madi-Okollo, qui faisait autrefois partie du district d'Arua). Cette analyse a permis d'identifier les données disponibles sur la prise en compte des paysages dans ces situations de déplacement (ainsi que celles qui manquaient). En utilisant des recherches en ligne et avec l'appui de partenaires locaux, nous avons collecté autant d'informations pertinentes disponibles que possible sur les paysages potentiellement affectés.

Les membres de l'équipe ont stocké 195 références (135 en anglais et 60 en français) après un examen rapide de leur pertinence par rapport au sujet de la recherche. Les références et les fichiers ont été stockés dans Mendeley pour une analyse de contenu suivant les thèmes de re-cherche.

L'examen s'est concentré sur l'Afrique subsaharienne en raison de l'augmentation exponentielle du nombre de réfugiés et de personnes déplacées sur le continent au cours des dernières dé-cennies. D'autres pays d'étude de cas ont été inclus lorsqu'ils offraient des expériences perti-nentes. Nous avons accordé une attention particulière aux pays d'étude de cas sélectionnés, à savoir le Cameroun, le Kenya et l'Ouganda, ce qui explique le nombre relativement élevé de publications relatives à ces pays. Les autres pays africains qui sont apparus plus fréquemment dans l'analyse en raison de leurs expériences en matière d'accueil des réfugiés sont le Rwanda, la Tanzanie, le Soudan du Sud et l'Éthiopie. La répartition de la littérature examinée par pays est illustrée dans la figure 1.1.

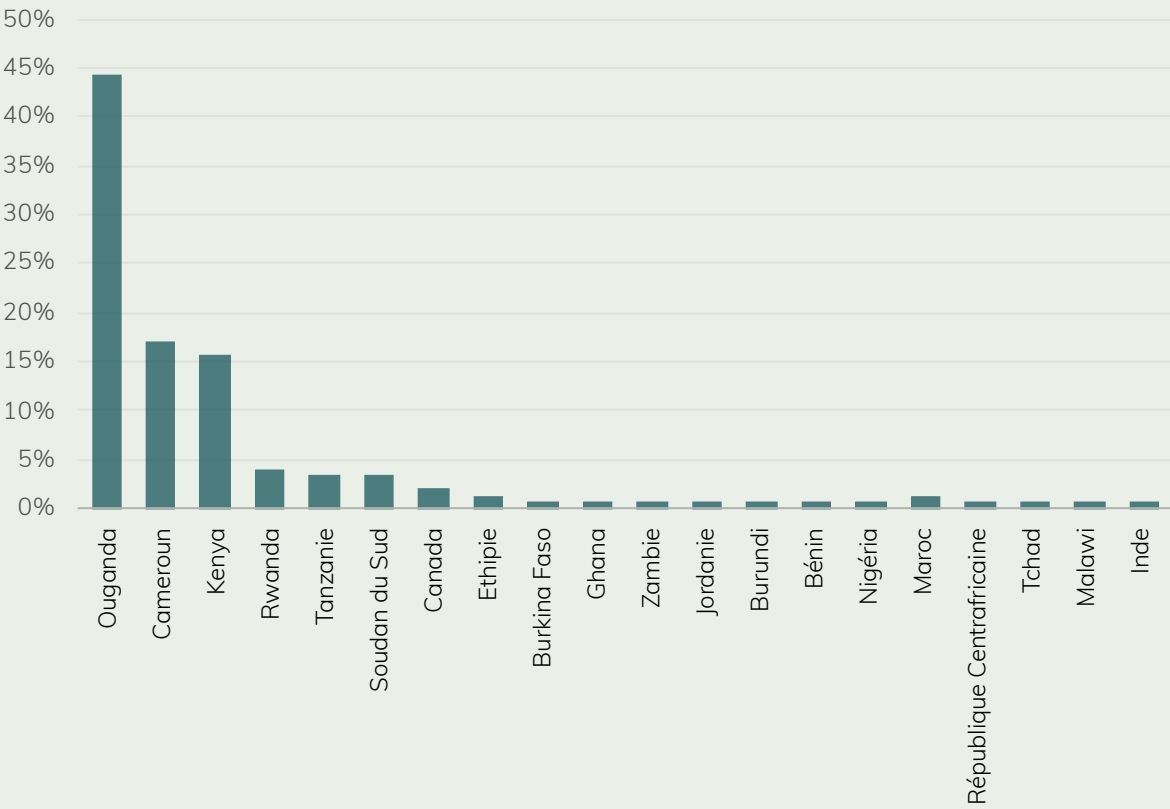


Figure 1.1. Concentration géographique de l'approche paysagère dans les situations de déplacement (pourcentage de publications analysées par pays)

Table 1.1. Search strings applied by GLADS review team

| Principaux thèmes | Chaîne de recherche |
|---|--|
| Approche paysagère [Contexte biophysique/ environnemental, social, économique, institutionnel/gouvernance] dans les situations de déplacement [réfugiés, PDI] (en Afrique/ASS/ Kenya, Ouganda) | [Paysage*] ET [Approche*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] [Paysage*] ET [approche*] OU socio OU social OU écon* OU institut* OU gouv*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |
| Gestion environnementale [Contexte biophysique/environnemental, social, économique, institutionnel/gouvernance] dans les contextes de déplacement [réfugiés, PDI] (en Afrique/ASS/Kenya/Ouganda) | [Environnement*] ET [gestion*] ET [réfugiés* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] [Environnement*] ET [gestion*] OU socio OU social OU écon* OU institut* OU gouv*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |
| Conséquences environnementales et sociales dans les contextes de déplacement [réfugiés, PDI] et dans les communautés d'accueil (en Afrique/ ASS/Kenya/Ouganda/Cameroun) | [Environnement*] ET [socio*] ET [conséquence*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |
| Lignes directrices/Garanties paysagères/ environnementales dans les contextes de déplacement [PDI, réfugiés] (en Afrique/SSA/ Kenya/Ouganda/Cameroun) | [Paysage* OU Environnement*] ET [Lignes directrices* OU Garantie*] ET [refugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |
| Gouvernance/Politique paysagère/ environnementale dans les camps de déplacement/PDI/réfugiés (en Afrique/ASS/Kenya/ Cameroun) | [Paysage* OU Environnement*] ET [gouvern* OU politique*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |
| Gestion/gouvernance des forêts et des zones boisées dans les contextes de déplacement [réfugiés, PDI] (en Afrique/ASS/Kenya/Ouganda/ Cameroun) | [Forêt* OU Zones boisées*] ET [Gestion* OU gouvern*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |
| Méthodologies/méthodes/outils/pratiques/ procédures de gestion des paysages/ environnements/forêts dans les contextes de déplacement/réfugiés/PDI (en Afrique/ASS/Kenya/ Ouganda/Cameroun) | [Méthodologie* OU Méthode* OU Outils OU pratiques OU procédures] ET [Gestion* Paysages*OU forêt* OU Environnement] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |
| Logement/abri/construction dans les situations de déplacement [réfugiés, PDI] (en Afrique/ASS/ Kenya/Ouganda/Cameroun) | [Logement* OU abri* OU construction*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |

| | |
|---|--|
| Agriculture et moyens de subsistance dans les situations de déplacement [réfugiés, PDI] (en Afrique/ASS/Kenya/Ouganda/Cameroun) | [Agriculture* OU moyens de subsistance*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |
| Gestion de l'eau/assainissement/déchets dans les situations de déplacement [réfugiés, PDI] (en Afrique/ASS/Kenya/Ouganda/Cameroun) | Eau* OU Assainissement* OU déchets*] ET [Gestion*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |
| Protection paysagère/environnementale dans les situations de déplacement [réfugiés, PDI] (en Afrique/ASS/Kenya/Ouganda/Cameroun) | [Paysage OU Environnement*] ET [protect*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |
| Sensibilisation, formation, éducation et renforcement des capacités en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles dans les situations de déplacement [réfugiés, PDI] (en Afrique/ASS/Kenya/Ouganda/ Cameroun) | [Environnement* OU GRN*] ET [sensibilisé* OU Formé* OU Capacité*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |
| Énergie/bioénergie/bois de chauffe dans les situations de déplacement [réfugiés, PDI] (en Afrique/ASS/Kenya/Ouganda/Cameroun) | [Énergie* OU Bioénergie* OU Renouvelable* OU bois de chauffe*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |
| Planification du paysage/de l'utilisation des terres/de la couverture végétale dans les situations de déplacement [réfugiés, PDI] (en Afrique/ASS/Kenya/Ouganda/Cameroun) | [Paysage* OU Utilisation des terres* OU Couverture végétale*] ET [plan*] ET [réfugié* OU déplacé* OU PDI OU « Déplacé interne »] |



Définition des approches paysagères

Les paysages sont des systèmes spatiaux humano-écologiques qui assurent une large gamme de fonctions appréciées par les êtres humains pour des raisons économiques, socioculturelles et environnementales. L'approche paysagère engage plusieurs parties prenantes pour concilier les objectifs sociétaux et environnementaux, mais aussi pour identifier et gérer les arbitrages et les synergies potentiels afin de gérer plus durablement et équitablement des terres et des ressources naturelles à l'échelle du paysage (Ros-Tonen et al. 2018). Sayer et ses collègues (2013) indiquent que « les approches paysagères cherchent à fournir des outils et des concepts pour allouer et gérer les terres afin d'atteindre des objectifs sociaux, économiques et environnementaux dans des zones où l'agriculture, l'exploitation minière et d'autres utilisations productives entrent en concurrence avec les objectifs environnementaux et de biodiversité ». Leurs « dix principes » pour soutenir la mise en œuvre mettent en avant l'importance de l'inclusion de la gestion adaptative, la participation des parties prenantes et les objectifs multiples. Les préoccupations institutionnelles et de gouvernance sont les principales contraintes identifiées pour faire face à la nature complexe des processus paysagers (Sayer et al. 2013). Freeman et ses collègues (2015) distinguent trois approches paysagères : 1) l'échelle du paysage, 2) le paysage sectoriel, 3) l'approche intégrée du paysage. Alors que la première prend le paysage comme point de vue de l'opération, la deuxième se concentre sur un (ou quelques) objectifs essentiels, tandis que la troisième (l'approche intégrée du paysage) se concentre sur cinq concepts principaux :

- Multifonctionnalité, reconnaissance et prise en compte à la fois des synergies et des concessions.
- Approches inter- et transdisciplinaires dans la recherche de la planification/gestion, impliquant l'engagement des parties prenantes au sein et en dehors du paysage.
- Participation, notamment la consultation et l'engagement à différentes étapes de la planification et de la gestion.
- Complexité des systèmes socio-écologiques et gamme des différents processus à diverses échelles que les paysages impliquent.
- Durabilité, notamment les dimensions sociales, environnementales et économiques, à convenir dans le contexte spécifique.

Les trois types d'approches paysagères et les cinq principaux aspects de l'approche intégrée du paysage ont guidé notre évaluation de l'application des approches paysagères dans les situations de déplacement.

Approche intégrée du paysage dans les situations de déplacement

Notre analyse a montré que les documents ne font pas explicitement référence à l'approche intégrée du paysage dans les situations de déplacement : les deux autres approches (échelle du paysage et paysage sectoriel) sont les principales utilisées. Certaines études se concentrent sur les réfugiés ou sur des questions spécifiques, voire sur la politique nationale. D'autres se concentrent sur une échelle paysagère qui inclut les camps de réfugiés et les communautés d'accueil, les camps de réfugiés et les zones affectées, ou les régions de déplacement.

L'échelle du paysage est souvent liée à des éléments sociaux, environnementaux, économiques ou institutionnels. Parmi les exemples d'échelles de paysage choisies, on peut citer « les paysages de conservation » (Omoding et al. 2020), « les camps de réfugiés et le marché » (Viswanathan et al. 2020), « l'ancien camp de réfugiés et la savane environnante » (Bloesch 2001) et « le camp de réfugiés et les communautés d'accueil dans le contexte d'approvisionnement énergétique » (Stjernquist et al. 2019).

Les approches paysagères sectorielles ciblent principalement les thèmes de l'environnement et de la protection, suivis des moyens de subsistance, de l'énergie et de la gouvernance, en abordant souvent plusieurs secteurs et les liens qui existent entre eux (figure 2.1). Les domaines d'intervention décrits dans la littérature étaient principalement liés à la résolution des conflits, à l'amélioration des moyens de subsistance, à la gestion des ressources naturelles, à l'approvisionnement énergétique, à la résolution des conflits et à la sécurité alimentaire (figure 2.2).

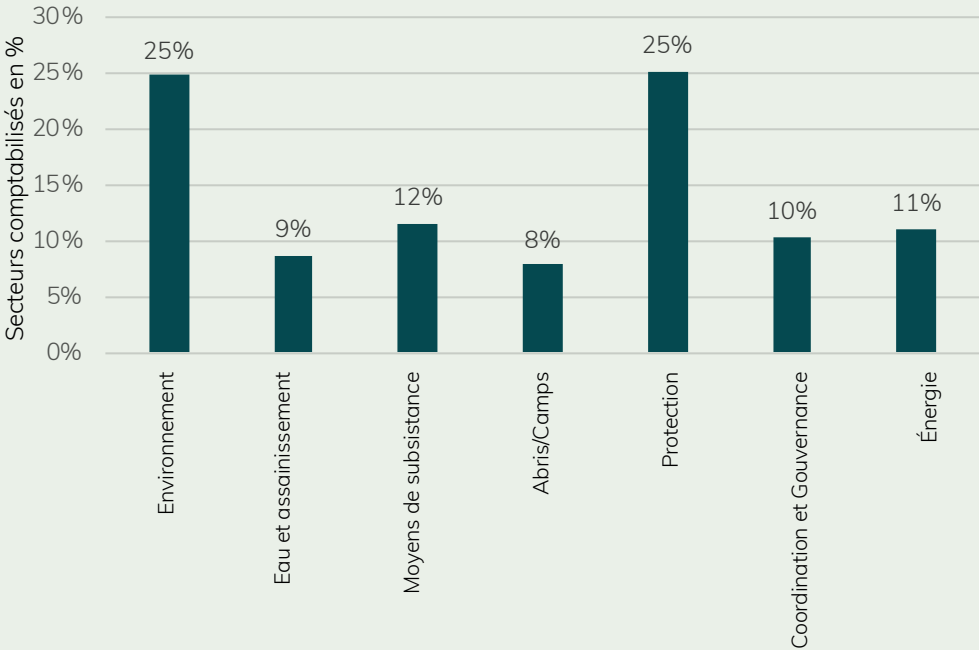


Figure 2.1 Objectifs sectoriels des interventions concernant les situations de déplacement

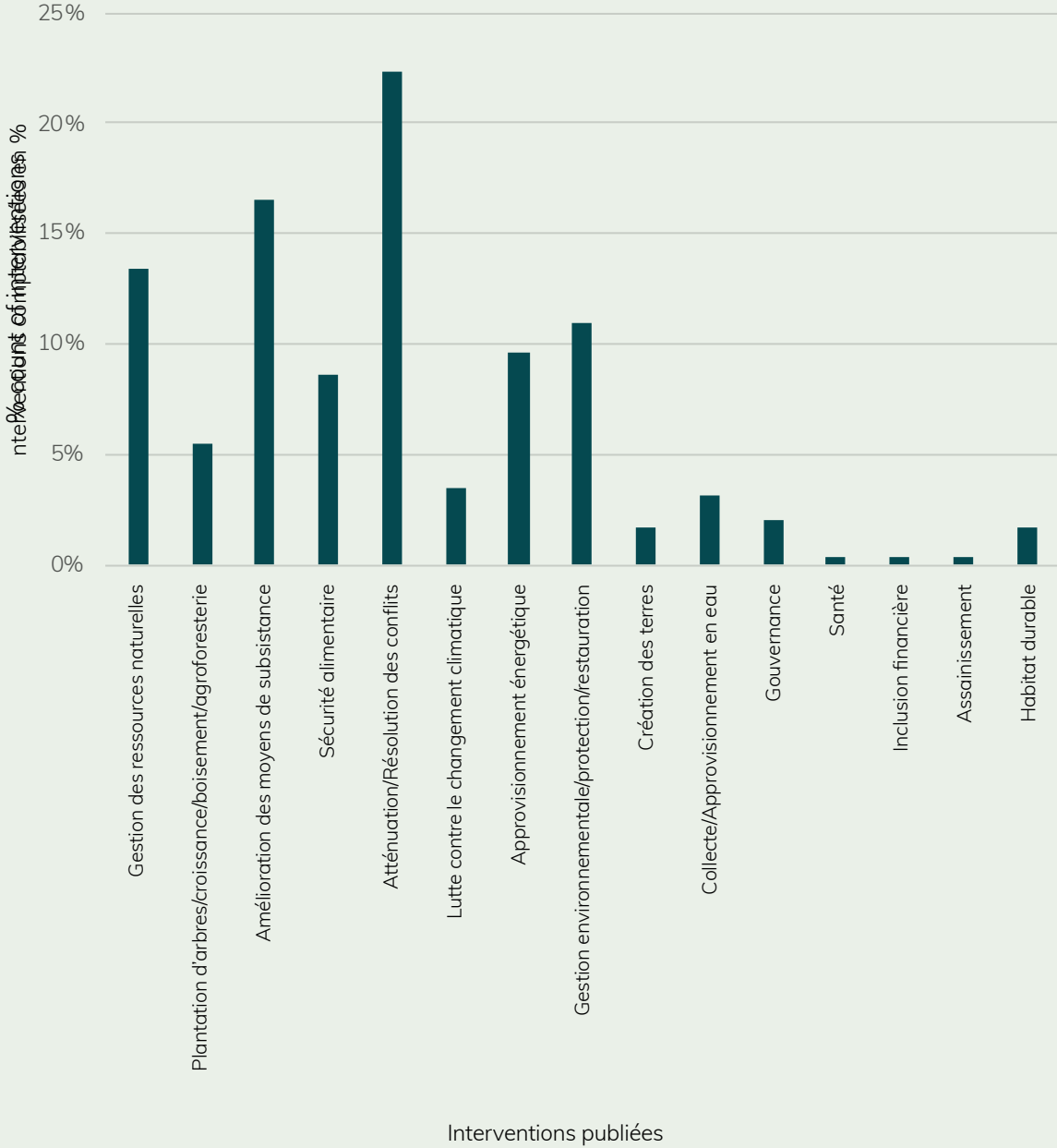


Figure 2.2 Domaines des interventions concernant les situations de déplacement

Bien que nous n'ayons pas trouvé d'applications de l'approche intégrée du paysage dans l'analyse, de nombreuses études ont confirmé et illustré la pertinence de ses cinq piliers dans les situations de déplacement. Nous décrivons ci-dessous comment ces piliers ont été rapportés dans des situations de déplacement.

Pilier 1 : Complexité des systèmes socio-écologiques

La complexité des systèmes socio-écologiques s'amplifie dans les situations de déplacement. Les défis, tels que le manque de ressources et les conflits avec les communautés d'accueil, se complexifient face aux réalités locales, comme la pauvreté, le manque de terres et la dégradation des ressources naturelles (Gumisiriza 2018). Souvent, aussi bien les réfugiés que les communautés d'accueil sont confrontés à des conflits économiques, sociaux et politiques, comme c'est le cas des réfugiés somaliens et des communautés d'accueil dans le nord-est du Kenya (Kumssa et Jones 2014.).

Le déplacement exerce une pression supplémentaire sur les ressources naturelles, conduisant à des grappes de déforestation, comme cela a été observé dans plusieurs régions d'Afrique de l'Est (Tafere 2018). L'action humanitaire visant à répondre aux besoins essentiels dans les camps, tels que l'eau, les abris et le bois de chauffe, s'inscrit rapidement dans des relations socio-spatiales plus larges. Par exemple, dans l'environnement sec déjà vulnérable situé près du camp de réfugiés de Kakuma, la collecte de bois de chauffe et d'eau par les réfugiés est entrée en concurrence avec les besoins de la population locale. Par conséquent, cela a entraîné des conflits et des situations violentes pour les femmes et les enfants qui collectaient le bois de chauffe. Cet exemple illustre le besoin précoce d'une « gouvernance humanitaire hybride » pour co-gouverner les espaces au-delà des frontières du camp (Jansen et De Bruijne 2020).

La nature souvent durable du déplacement finit par créer de nouveaux modèles et relations sociales au sein du camp (Jansen 2011). En parallèle, il conduit à de nouvelles relations de pouvoir entre les principaux acteurs, notamment les organisations d'aide humanitaire, le gouvernement du pays, le gouvernement local et les populations locales (Napier-

Moore 2005). Les nouveaux réseaux et liens sociaux entre les réfugiés et les communautés d'accueil forment des systèmes de transactions entre les individus et les groupes (Omata et Kaplan 2013). Une évaluation de l'impact social dans les communautés d'accueil des réfugiés dans le comté de Turkana au Kenya montre la complexité des interactions. Celles-ci comprennent la participation économique des communautés d'accueil et de réfugiés ; les conflits et la violence ; et les activités de développement, y compris les principaux acteurs des communautés d'accueil et de réfugiés (Vemuru et al. 2016). En parallèle, ces nouveaux systèmes peuvent offrir des opportunités aux parties concernées. Ainsi, les interactions économiques entre les communautés d'accueil et les réfugiés contribuent aux économies locales (Omata et Kaplan 2013 ; Verwimp et Maystadt 2015 ; Banque mondiale 2016).

Pilier 2 : Multifonctionnalité et arbitrages

Les paysages offrent une multitude de fonctions écologiques, sociales et économiques. Les arbitrages entre les différentes fonctions et acteurs d'un paysage s'additionnent aux complexités socio-écologiques décrites précédemment. En Ouganda, autour des camps de réfugiés de Rhino et d'Imvepi, la collecte d'eau et de bois de chauffe a rapidement conduit à l'épuisement et au manque de ces ressources indispensables (Duguma et al. 2019a). La pression exercée sur les ressources de biomasse autour des camps et l'augmentation des distances pour collecter le bois de chauffe exposent les femmes et les enfants à l'insécurité et à la violence. Ce faisant, cela affecte leurs capacités à prendre part à des activités de subsistance ou éducatives, comme cela a été signalé pour le camp de réfugiés de Kyangwali (Jickling 2018).

Les pressions peuvent provoquer des conflits entre les communautés d'accueil et les réfugiés, ce qui entraîne des conséquences supplémentaires sur les moyens de subsistance. Les conflits fonciers peuvent résulter d'une communication limitée entre les réfugiés et les communautés d'accueil, d'un sentiment de traitement injuste, d'insécurité, d'incertitude quant aux frontières et à la propriété foncière, et d'activités conflictuelles sur les mêmes terres, par exemple par des éleveurs et des agriculteurs (Ahimbisibwe et Frank 2013). Les politiques nationales déterminent l'ampleur des

arbitrages par des réglementations sur la mobilité et la liberté de circulation, l'accès aux marchés, à la terre et à l'éducation (Betts et al. 2019). La multifonctionnalité et les arbitrages dans les interactions entre les réfugiés et les communautés d'accueil doivent être pris en compte dans la planification et la conception des camps de réfugiés (Jahre et al. 2018). Les mesures d'atténuation comprennent la planification des ressources naturelles et la recherche de solutions ciblées, comme l'agroforesterie, qui prend en compte les besoins du bétail, de l'agriculture et des ressources arborées (Grosrenaud et al. 2021).

Pilier 3 : Approches inter- et transdisciplinaires

La littérature sur les études de déplacement peut être divisée en deux catégories. Les études ciblées offrent un aperçu approfondi d'une seule discipline, comme la télédétection, la recherche ethnographique, l'analyse psychosociale ou l'analyse politique. À l'inverse, les études transversales combinent plus d'une discipline. La télédétection, par exemple, est souvent associée à des vérifications sur le terrain pour comprendre les changements de végétation (Bernard et al. 2019).

Une approche intégrée du paysage appelle généralement des approches qui dépassent les disciplines. Elle examine simultanément plusieurs secteurs pertinents, en tenant compte des complexités et de la multifonctionnalité des systèmes socio-écologiques dans les situations de déplacement. Une approche multisectorielle, par exemple, pourrait fournir un environnement favorable à l'autonomie économique (Jahanzeb 2021). De même, l'approche environnementale systémique considère les conséquences environnementales de l'aide dans les situations de déplacement comme faisant partie intégrante de la réponse humanitaire, de la réduction des risques de catastrophe, des Objectifs de développement durable (ODD) et du lien avec le climat (Tafere 2018).

Pilier 4 : Participation

La nature complexe et multiforme des situations de déplacement souligne l'importance de la participation, notamment la consultation et l'engagement de plusieurs acteurs à différents stades de la planification et de la gestion. La nature hybride et parfois cachée de la gouvernance humanitaire co-détermine également

les opportunités de participation significative. Les principaux acteurs sont les organisations humanitaires, les pouvoirs publics et les parties prenantes locales, ainsi que les structures de pouvoir au sein des camps (Jansen et De Bruijne 2020).

Une étude du PNUD (2018) se penche sur les conflits et les autres problèmes autour de la question non résolue de la propriété foncière et des avantages limités que permettent les solutions pour des moyens de subsistance durables. Cette étude décrit la cohésion sociale et la participation équitable des communautés d'accueil et des réfugiés à un accès équitable comme la principale stratégie pour résoudre les conflits. Les interventions rapportées dans les paysages d'accueil des réfugiés impliquent généralement une ou plusieurs parties prenantes : réfugiés, population locale, gouvernements locaux, infranationaux et nationaux, organisations humanitaires, organisations internationales, organisations non gouvernementales (ONG), universités, organismes de recherche, bailleurs de fonds et secteur privé.

Une large participation des parties prenantes peut contribuer à prévenir ou à atténuer les contentieux liés aux terres et aux biens (UE et al. 2019). La participation permet également de comprendre les perceptions des réfugiés et des communautés d'accueil à l'égard de l'utilisation des ressources naturelles et des solutions de gestion (Duguma et al. 2019b). Il peut s'agir de foresterie, de programmes d'énergie alternative, de planification environnementale ou d'un programme d'utilisation du feu pour la remise en état (Bloesch 2001 ; Mulumba 2011 ; Jickling 2018 ; Maystadt et al. 2020). Les réfugiés et les communautés d'accueil peuvent être impliqués dans la planification d'actions conjointes pour la plantation et la gestion des arbres (Duguma et al. 2019a).

Une meilleure coordination et l'intégration des réfugiés avec les communautés d'accueil en matière d'activités économiques peuvent contribuer à une planification contextuelle appropriée des moyens de subsistance et de l'économie (Banque mondiale 2016 ; Schön et al. 2021). La participation des parties prenantes est nécessaire à de multiples échelons politiques, comme pour la formulation de mesures relatives aux réfugiés au niveau régional ou national. La participation des parties prenantes pourrait, par exemple, soutenir la stratégie d'autosuffisance de l'Ouganda en affinant

les exigences en matière d'agriculture et de moyens de subsistance (Svedberg 2014). Elle pourrait également contribuer à inclure des services destinés aux réfugiés (tels que l'approvisionnement énergétique, le type d'abris et les solutions sanitaires) dans les plans de développement locaux (Watera et al. 2017 ; Thomas et al. 2021).

Dès les premières étapes, le secteur privé doit être mobilisé pour piloter les nouvelles technologies utilisées pour l'approvisionnement énergétique, les services financiers et mobiles (Bizzarri et al. 2009 ; O'kongo 2020). Certains plaident pour une meilleure inclusion du secteur privé, des technologies et de l'innovation dans le développement des opportunités économiques destinées aux réfugiés et aux communautés d'accueil (Omata et Kaplan 2013). D'autres se penchent sur le rôle de l'inclusion dans les marchés (Viswanathan et Sreekumar 2020), sur les « espaces d'échange et les services sociaux » (Monteith et Lwasa 2017), ainsi que les services numériques et financiers (Okong'o 2020).

Le suivi des changements au niveau des camps et des paysages nécessite également une participation significative. Par exemple, l'utilisation du système d'Indicateurs de Performance des Camps pourrait bénéficier de la participation des parties prenantes (Schön et al. 2021). Les praticiens doivent être formés au suivi des changements de la végétation, par exemple par l'utilisation de radars à haute résolution (Braun et al. 2019).

Pilier 4 : Durabilité

La durabilité, qui inclut les dimensions sociales, économiques et environnementales à convenir dans un contexte spécifique, peut être illustrée par de nombreuses études.

Dimensions sociales

La durabilité sociale dans les paysages accueillant des réfugiés est associée à **l'accès aux services et aux opportunités de moyens de subsistance** (Jansen 2011 ; Vemuru et al. 2016). La sécurité alimentaire des ménages parmi les réfugiés et les communautés d'accueil est une priorité pour **l'accès aux besoins et aux services de base**. Elle doit prendre en compte l'approvisionnement en nourriture, la diversité et les préférences alimentaires (Svedberg 2014 ; Roos 2016

; Betts et al. 2018). Par ailleurs, il est nécessaire d'avoir accès à une énergie durable pour la cuisson, l'éclairage et le chauffage (HCR 2019), ainsi qu'aux services publics, tels que les soins de santé et l'éducation (Betts et al. 2018). De même, il est nécessaire de disposer de services d'eau socialement responsables (Allen et Muturi 2020) et d'un assainissement amélioré (Njoka et al. 2017). L'accès équitable à l'eau et à l'assainissement contribue à assurer une meilleure santé des populations réfugiées (Allen et Muturi 2020).

D'autres possibilités d'améliorer la santé découlent des options d'énergie propre (Bizzari 2009 ; Banque mondiale et FAO 2020) et de la prévention de la pollution de l'air dans les foyers (Barbieri et al. 2018), causée par la cuisson de la biomasse sans système de cuisson amélioré. Récemment, la conception des camps a évolué, passant d'approches plus verticales et isolées à court terme, à une réflexion plus holistique qui intègre la conception des camps et la planification des services dans la société dans son ensemble. Cependant, la mise en œuvre de cette nouvelle approche reste limitée, en raison des limites de temps, d'espace et de ressources (Jahre et al. 2017).

Les situations de réfugiés découlant souvent de conflits ou d'autres conditions dangereuses, la **protection** reste une priorité pour créer un environnement sûr pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil. Elle inclut plusieurs domaines d'attention, notamment les dynamiques de pouvoir entre les principales parties prenantes (Napier-Moore 2005), les questions de sécurité locale (Kumssa et Jones 2014), les conflits fonciers ou environnementaux dans les zones d'installation des réfugiés ou d'exode massif (Martin 2005 ; Afifi et al. 2012 ; Ahimbisibwe et Frank 2013) menaçant la sécurité. Il est particulièrement important de cibler les relations entre réfugiés et communautés d'accueil pour favoriser la coexistence pacifique (Kofi et Aglorti 2011 ; Hargrave et al. 2020). D'autres facteurs sont la compréhension des motifs des conflits fonciers et la gestion de la rareté des terres (Martin 2005 ; Ahimbisibwe et Frank 2013), ou l'identification des problèmes de santé mentale au sein de la population (Eisenbruch et al. 2004). Les réfugiés et les communautés d'accueil développent leurs moyens de subsistance de diverses manières, avec des différences inter- et intra-groupes (Omoding et al. 2020).

Dimensions économiques

Les opportunités de moyens de subsistance sont liées aux dynamiques sociales entre les réfugiés et les communautés d'accueil (Varalakshimi et al. 2016) et à la planification dans le contexte (Rohwerder 2016 ; Wissel 2017). La sensibilisation à la nécessité d'une cohabitation pacifique et à la conservation des ressources naturelles permet de prévenir les conflits locaux qui peuvent compromettre l'accès durable et équitable aux ressources et aux services (Kummsa et Jones 2014 ; Tafere 2018) pour une paix durable entre les réfugiés et les communautés d'accueil (Banque mondiale et FAO 2020). La diversification des moyens de subsistance au-delà de la dépendance à la terre contribue également à réduire les pressions et les conflits qui y sont liés (Couba et Lebrum Amombo). Une prise de décision inclusive qui intègre la compréhension de la perception des personnes sur la gouvernance du paysage peut atténuer le sentiment d'exclusion des parties prenantes dans la gestion du paysage (Omoding et al. 2020). La coopération forestière entre les communautés locales d'accueil et les réfugiés, et les interventions conjointes basées sur les arbres dans les paysages des réfugiés, ont amélioré l'accès au bois de chauffe et à d'autres ressources, favorisé la cohésion sociale et réduit les conflits liés aux ressources naturelles (Grosrenaud et al. 2021).

La littérature a également souligné que l'intégration des réfugiés dans les communautés d'accueil a amélioré les opportunités économiques et de subsistance. Par exemple, cette intégration a permis de créer des emplois et d'accroître la demande et l'offre de biens (Idris 2020), de réduire la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire (Grosrenaud 2021), et d'améliorer l'accès aux services de télécommunication (Banque mondiale 2016) et aux terres pour l'agriculture commerciale. Ce faisant, elle a favorisé l'autonomie (UE et al. 2019) et l'accès équitable aux marchés urbains (Monteith et Lwasa 2017). Verwimp et Maystadt (2015) ont indiqué que les communautés d'accueil ont généré environ trois millions de dollars de revenus annuels grâce aux ventes de bétail et de lait aux camps de réfugiés de Dadaab et de Kakuma au Kenya. La promotion de l'autonomie ou de l'autosuffisance est souvent considérée comme une solution durable dans le temps pour améliorer les moyens de subsistance (Jacobsen et Fratzke 2016 ; Schön et al. 2021).

La durabilité économique au sein des paysages d'accueil des réfugiés nécessite une vision holistique des communautés de réfugiés et d'accueil, ainsi que de leur accès à long terme aux activités économiques. Cela peut inclure un soutien aux activités génératrices de revenus par le biais de revenus issus d'activités de subsistance diversifiées, la création d'emplois ou l'accès à l'emploi et au mécanisme de marché (Boer 2013 ; Verwimp et Maystadt 2015 ; Betts et al. 2019 ; Idris 2020). L'accès équitable aux marchés (Madhubalan et al. 2020) et l'accès au capital (Monteith et Lwasa 2017) y participent.

L'accès aux marchés urbains et à un environnement commercial favorable entraîne des conséquences positives sur les opportunités de génération de revenus (Monteith et Lwasa 2017 ; Okong'o 2020). D'autres études associent avant tout les opportunités économiques à des moyens de subsistance durables (Omata et Kaplan, 2013) et à une agriculture productive (FAO 2018). Ces opportunités peuvent également faire de l'« autonomie » ou de l'accès à la terre un élément central du développement des économies et des revenus locaux (Kaiser 2005 ; Omata et Kaplan 2013 ; Watera et al. 2017 ; Schön et al. 2021). D'autres encore mettent en garde contre un excès d'optimisme quant à la panacée des stratégies d'« autosuffisance » ou la perception des réfugiés comme des acteurs économiques. Ils soulignent que tous les réfugiés ne sont pas des agriculteurs. Ils craignent également que de telles approches exposent les réfugiés comme des travailleurs hautement exploitables lorsqu'ils occupent des positions socio-économiques et politiques modestes (Bhagat 2020 ; Ramsay 2020). Taylor et ses collègues (2016) établissent un lien entre l'accès à la terre et l'augmentation de l'impact sur les revenus locaux et les retombées de revenus [revenus générés par les réfugiés dépassant le coût du Programme alimentaire mondial (PAM)]. Grosrenaud et al. (2021) décrivent l'opportunité de générer des sources de revenus variées provenant de l'agroforesterie. Une meilleure situation économique des réfugiés peut contribuer à réduire les pressions environnementales et à améliorer la gestion durable des ressources naturelles (Hargrave et al. 2020).

Dimensions environnementales

La durabilité environnementale signifie atténuer et réduire la dégradation signalée des zones boisées et des autres types de végétation et d'habitats naturels (faune) des paysages accueillant des réfugiés. Cela signifie également protéger ou restaurer les multiples fonctions des paysages, notamment les arbres, les cultures et le bétail, ainsi que les bénéfices positifs associés sous la forme d'une biodiversité accrue, de la fertilité des sols et de la disponibilité de l'eau. Cela comprend les conséquences passées, actuelles et futures sur la végétation dans les zones touchées et la façon dont cela affecte la sécurité environnementale mais aussi les réfugiés (Mulumba 2011 ; Bernard et al. 2019 ; Duguma et al. 2019b ; Kyazike 2019). Ces pertes sont associées à la perte du stock de carbone et à des pertes économiques environnementales (Ahmed et al. 2018).

Dans certains cas, l'atténuation des conséquences n'a pas suffi à freiner la tendance. Ainsi, le camp de réfugiés de Dadaab au Kenya a augmenté les zones clôturées pour le pastoralisme, ainsi que les zones de ceinture verte. Cependant, l'afflux de population s'est poursuivi. L'intensification des activités humaines et des déplacements d'animaux a entraîné des conséquences négatives sur la densité de la végétation (Rossi et al. 2018). De nombreuses études spécifiques à certains sites font état de changements et de dégradations de la couverture terrestre en raison de l'augmentation de la population et des activités humaines dans les zones d'accueil des réfugiés (par exemple Rossi et al. 2018 ; Kyazike 2019 ; Musoke 2019).

Certaines études d'ensemble tirent des conclusions sur des phénomènes plus larges, comme l'étude de Tafere (2018) sur les conséquences environnementales causées par les déplacements forcés dans cinq pays d'Afrique de l'Est. Maystadl et ses collègues (2020) ont conclu que les afflux de réfugiés contribuent effectivement à une augmentation de la déforestation dans les paysages accueillant des réfugiés dans les zones africaines. Ils ont identifié l'expansion agricole dans les zones d'accueil des réfugiés comme le principal facteur sous-jacent probable. Les conséquences environnementales causées par les camps de réfugiés et les activités humaines associées constituent donc une grande préoccupation dans de nombreuses zones d'accueil.

Les dispositions institutionnelles doivent intégrer les zones d'accueil des réfugiés dans la planification environnementale dès le départ, pour une durabilité à long terme. Cela implique la gestion des forêts et des ressources naturelles et englobe l'éducation et la sensibilisation à l'environnement (HCR 2001). La gestion durable des terres avec les communautés d'accueil et de réfugiés permet de protéger les écosystèmes et les services écosystémiques dans les paysages accueillant des réfugiés (Leiterer et al. 2018 ; Duguma et al. 2019).

Certaines études traitent de la restauration de la dégradation environnementale dans les zones d'accueil des réfugiés (Bloesch 2001), et de la collaboration avec les parties prenantes dans ce but (Kyazike 2019). La reforestation, l'agroforesterie ou l'établissement de terres boisées sont des stratégies visant à protéger et à établir des ressources arborées dans, ou à proximité, des camps de réfugiés (Nduwamungu et Munyanziza 2013 ; Adam-Bradford 2016 ; Grosrenaud et al. 2021). Les pratiques de brûlage précoce contrôlé à l'aide de coupe-feux, par exemple, ont permis de réduire les incendies incontrôlés (Bloesch 2001).

L'agroforesterie, en tant que partie intégrante des paysages productifs, contribue à la résilience et à la durabilité des paysages en stabilisant les pentes, en prévenant les inondations et en assurant l'approvisionnement énergétique, la sécurité alimentaire et la construction d'abris (Adam-Bradford 2016 ; Banque mondiale et FAO 2020 ; Grosrenaud 2021). La préservation de l'environnement et l'approvisionnement durable en bois résultent d'une planification forestière adéquate et de la promotion de la plantation d'arbres (Jickling 2019). Les efforts de reboisement associés à l'utilisation de technologies énergétiques alternatives peuvent également contribuer à réduire la dégradation environnementale (EU et al. 2019). L'adoption d'énergies renouvelables dans les milieux de réfugiés permet d'éviter la déforestation et la dégradation environnementale, de préserver la biodiversité, de réduire les émissions de CO₂ et la pollution atmosphérique (Lahnand et Grafham 2015) et de réduire la pression sur les sources de biomasse (Thomas et al. 2021). Une technologie et une gestion appropriées pour le drainage des eaux de surface et la gestion des eaux usées peuvent atténuer les inondations et la contamination de l'eau potable. Le stockage adéquat de l'eau permet de prévenir les sécheresses, tandis que la réutilisation de l'eau pour l'irrigation contribue à la productivité de l'agriculture et à la sécurité alimentaire (Ajibade et al. 2016).

L'amélioration de l'identification et du suivi de l'utilisation des terres et des changements de la couverture terrestre pour une planification responsable des établissements peut contribuer à une meilleure gestion de l'utilisation des terres ; elle peut également aider à contrer les idées fausses sur les conséquences pour les communautés de réfugiés (Braun et al. 2019 ; Fredrich 2020). La télédétection permet également d'estimer les stocks de carbone et les pertes économiques environnementales liées à la migration forcée (Ahmed et al. 2018). Plusieurs approches contribuent à l'évaluation des changements de la couverture terrestre, notamment l'observation de la terre, la télédétection (Bernard et al. 2019) et les données radar (Braun et al. 2019). Ainsi, l'évaluation des dynamiques spatiales et temporelles permet d'éclairer la protection ou l'évitement des terres forestières et des zones écologiquement sensibles (Ahmed et al. 2018 ; Hassan et al. 2019), la gestion des pâturages (Rossi et al. 2018), la gestion forestière et la conservation environnementale (Jickling 2018 ; Quader et al. 2021), ainsi que la gestion de l'eau (Jaafar et al. 2020).

Malgré des résultats positifs et la disponibilité d'une large gamme de directives pour la sélection durable des sites et la gestion des camps, l'efficacité de ces mesures environnementales est compromise par les conflits fonciers, l'accès limité aux terres et la dégradation environnementale (Ahimbisibwe et Frank 2013). L'utilisation non durable des ressources continue de créer des conflits entre les réfugiés et les communautés d'accueil, contribuant à la complexité des paysages politico-écologiques (Martin 2005 ; Kumisa et Jones 2014).



Aperçu des outils et directives relatifs aux GLADS dans les situations de déplacement

Plusieurs outils et lignes directrices ont été élaborés pour faciliter la planification, la mise en œuvre et le suivi des conséquences résultant de l’afflux de réfugiés dans les paysages de déplacement. L’étude a permis d’identifier des outils et des lignes directrices pertinents (tableau 3.1). La plupart visent la planification environnementale ou des aspects spécifiques, notamment l’énergie forestière et domestique. Deux cadres ciblent la coordination et la gouvernance : le Cadre d’action global pour les réfugiés (*Comprehensive Refugee Response Framework* ou CRRF) et le Cadre stratégique d’autonomisation des populations réfugiées et des populations d’accueil (*Refugee and Host Population Empowerment* ou ReHoPE).

Tableau 3.1 Outils et lignes directrices pour les situations de déplacement

| Outils/Lignes directrices | Type d’outil/ ligne directrice | Secteur |
|--|-----------------------------------|---------------|
| Directives environnementales de l’UNHCR (2006) | Lignes directrices | Environnement |
| Cadre pour l’étude, le suivi et l’évaluation de l’environnement dans les opérations liées aux réfugiés (Boîte à outils FRAME) | Toolkit | Environnement |
| Notes d’orientation pour les interventions forestières durables dans les déplacements de population | Boîte à outils | Environnement |

Ligne directrice/outil de mise en œuvre/résultat

Ce guide opérationnel aide les gouvernements, les partenaires et le personnel de terrain à mieux comprendre et apprécier la nécessité d’adopter des approches prudentes et cohérentes en matière de gestion environnementale dans les situations de déplacement. Le guide présente les principes de base des activités environnementales du HCR, les principes opérationnels, la manière de mener les opérations environnementales durant les différentes étapes de la vie des réfugiés, et analyse les questions techniques liées à la gestion environnementale et leurs liens avec d’autres programmes sectoriels.

Le HCR, en partenariat avec CARE International, a développé la boîte à outils FRAME pour faciliter les études, les pratiques de suivi et l’évaluation en ce qui concerne les questions, projets et programmes environnementaux (HCR et CARE 2019). Il s’agit d’un outil de renforcement des capacités destiné au personnel et aux partenaires du HCR (praticiens de l’humanitaire, réfugiés et services du gouvernement hôte). Martin (2005) utilise la boîte à outils FRAME pour évaluer le lien entre les conflits environnementaux et les réfugiés et les communautés d’accueil en Éthiopie. Cela souligne l’importance de la boîte à outils FRAME pour mieux comprendre la relation entre les conflits liés à l’environnement et à l’utilisation des ressources et la nécessité d’une gestion environnementale participative parmi les réfugiés et les communautés d’accueil (Martin 2005). Néanmoins, la boîte à outils présente des limites, notamment : (1) les compétences inadéquates des facilitateurs locaux ; (2) les tensions entre l’imposition de plans (manuels, directives) et l’encouragement de la planification montante à partir du terrain ; (3) le manque de stratégies environnementales à long terme de la part des organisations qui utilisent la boîte à outils pour leurs activités ; (4) le soutien réduit des bailleurs de fonds pour la gestion environnementale ; et (5) les désaccords quant aux personnes responsables des questions environnementales (Martin 2005).

Ces notes ont été développées conjointement par la FAO et l’ICRAF en 2020 pour les situations de déplacement dans cinq pays d’Afrique de l’Est, dont le Kenya et l’Ouganda. Elles visaient à aider les parties prenantes à développer des options forestières et arboricoles pour la conservation environnementale, la restauration des écosystèmes et l’amélioration des moyens de subsistance (FAO et ICRAF, non publié).

| | | |
|---|--------------------|---------------|
| Cadre de travail pour un accès sans risque au combustible et à l'énergie (SAFE). Une boîte à outils pour les utilisateurs sur les évaluations des combustibles ligneux dans les déplacements de population. | Boîte à outils | Environnement |
| Lignes directrices sur la gestion des forêts et des zones boisées naturelles et plantées dans les situations de déplacements (FAO et UNHCR 2018) | Lignes directrices | Environnement |
| Cadre de suivi des camps basé sur l'imagerie satellitaire | Cadre | Environnement |

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a développé le cadre SAFE pour soutenir les acteurs de terrain directement impliqués dans la gestion des ressources naturelles et la protection des populations affectées par les crises (FAO 2016a). Ce cadre aide à comprendre comment le bois de chauffe est collecté, utilisé et suivi dans les situations de déplacement. Par exemple, en 2020, la FAO, en partenariat avec l'ONG Practical Action, a utilisé le cadre SAFE pour évaluer l'accès à l'énergie, les défis et les recommandations et la programmation SAFE innovante dans des contextes humanitaires au Kenya, en Ouganda et au Soudan du Sud. L'une des principales conclusions de l'évaluation était que les communautés déplacées et d'accueil concentraient une forte demande de bois de chauffe pour se chauffer et fabriquer du charbon de bois (FAO et Practical Action 2020). L'évaluation a recommandé de ralentir la demande en bois de chauffe et d'adopter des technologies de cuisson propres afin de réduire la dégradation environnementale, les tensions liées aux ressources et les conflits avec les communautés locales (FAO et Practical Action 2020).

Le cadre SAFE cherche également à résoudre les défis multisectoriels associés à l'accès à l'énergie dans les situations de déplacement. Les résultats et processus souhaités portent sur la sécurité alimentaire, la gestion durable des ressources naturelles, la diversification des moyens de subsistance, l'amélioration de la santé et de la nutrition, l'atténuation du changement climatique, l'autonomisation des jeunes, la consolidation de la paix et de la cohésion sociale (FAO 2016a).

Ces lignes directrices sont un outil de formation applicable aux praticiens et aux communautés de réfu-giés et d'accueil. Elles sont utilisées pour affecter la planification, la mise en œuvre et le suivi de la gestion appropriée des forêts et des zones boisées dans les situations de déplacement. Elles offrent des conseils sur la gestion des ressources naturelles et des forêts et zones boisées plantées dans les situa-tions de déplacement. À cet égard, elle prend en compte la demande et l'offre en bois de chauffe, l'adéquation des terres, le régime foncier, les possibilités de moyens de subsistance, les conditions préalables à la création de pépinières et de sites de plantation appropriés, la sélection des essences, l'établissement et la gestion des pépinières, l'établissement et la gestion des plantations, ainsi que le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports. Les lignes directrices visent à fournir des interven-tions de gestion dans quatre domaines critiques : (1) la réhabilitation, la protection et l'utilisation des terres forestières dégradées ; (2) les plantations pour l'énergie ; (3) les plantations pour la production de bois d'œuvre ; et (4) les plantations pour la production alimentaire et fourragère.

Ce cadre de suivi en temps quasi réel, basé sur l'imagerie satellitaire, consiste en une détection auto-matisée des perturbations, qui capte l'établissement rapide des camps de réfugiés, leur croissance et les changements survenant dans l'utilisation des terres (Friedrich et Van Den Hoek 2020 ; Banque mondiale et FAO 2020). Le cadre peut également être appliqué pour évaluer l'offre et la de-mande en bois de chauffe dans les contextes de déplacement, y compris les stocks de biomasse au-dessus des sols et la classification de la couverture terrestre et la gestion du bois (Jickling 2018 ; Banque mondiale et FAO 2020). Ce cadre de suivi peut permettre de comprendre les schémas spatiaux et temporels de la dynamique paysagère d'installation des réfugiés et aider les efforts de réponse et d'évaluation des réfugiés qui sont au cœur des plans d'accueil et d'installation des réfugiés en Ouganda. D'autres publications, particulièrement des articles scientifiques, ont souligné l'importance de la télé-détection et des outils SIG dans l'évaluation et le suivi des changements environnementaux et végé-taux dus à l'afflux de réfugiés (Hagenlocher 2011 ; Ahmed et al. 2018 ; Hassan et al. 2018 ; Leiterer et al. 2018 ; Rossi et al. 2018 ; Braun et al. 2019).

| | | |
|---|--------|----------------------------------|
| Manuel sur l'accès sans risque au combustible et à l'énergie du Programme alimentaire mondial (PAM) | Manuel | Énergie/environnement/protection |
| Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) | Cadre | Coordination et gouvernance |

| |
|--|
| <p>Ce manuel est un guide de formation et de renforcement des capacités destiné au personnel du PAM et aux praticiens humanitaires concernés par l'accès sans risque au bois de chauffe et aux énergies dans les situations de déplacement. Le manuel fournit des conseils sur la programmation de l'efficacité énergétique dans les situations de déplacement. À titre d'exemple, la mise en œuvre du programme SAFE (Safe Access to Firewood and Alternative Energy in Humanitarian Settings) en Ouganda en 2009 a conduit à la formation d'un groupe de travail du Comité permanent interorganisations (IASC) sur le pro-gramme SAFE sous la direction du PAM. Le groupe de travail a lancé des documents d'orientation sur le programme SAFE qui préconisent une approche globale de la protection humaine et environnementale, des moyens de subsistance, de l'alimentation et de la nutrition. L'adoption de cette approche globale a permis de réduire la vulnérabilité des femmes grâce à la diffusion de fourneaux à rendement énergé-tique élevé, à la sensibilisation à la préparation des aliments et aux pratiques de cuisson économes en énergie, à la création de terrains boisés et à la plantation d'arbres (Bizzarri et al. 2009 ; Masete 2020).</p> |
| <p>Ce cadre a été élaboré par le HCR à la suite de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les mi-grants lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. Elle réaffirme l'importance des droits et de la protection internationale des réfugiés [Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) 2016]. Le CRRF vise à alléger la pression sur les pays d'accueil, à renforcer l'autonomie des réfugiés, à élargir l'accès aux solutions des pays tiers et à soutenir les conditions dans les pays d'origine pour un retour dans la sécu-rité et la dignité (HCR 2018). Crawford et al. (2019) ont évalué les progrès du CRRF en Ouganda, met-tant en évidence trois facteurs clés influençant l'approche progressive délicate de l'Ouganda vis-à-vis des réfugiés : (1) la réceptivité repose sur des ethnies et des identités communes aux réfugiés et aux communautés d'accueil ; (2) des concessions foncières sont offertes aux réfugiés ; et (3) les réfugiés sont généralement considérés comme un levier de développement économique par les communautés d'accueil chroniquement pauvres qui espèrent bénéficier d'un meilleur accès aux services, aux infras-tructures et aux opportunités économiques (bien que la réalité soit souvent en deçà des attentes).</p> <p>L'Ouganda est considéré comme un précurseur et un pionnier précoce du CRRF et est salué pour ses politiques en matière de réfugiés parmi les plus progressistes au monde (Hargrave et al. 2020). Cepen-dant, peu de progrès ont été réalisés en matière de partage des responsabilités (Crawford et al. 2019). Les dépenses humanitaires pour les programmes de réfugiés en Ouganda sont fortement sollicitées. Il existe peu de suivi systématique du soutien financier réel des bailleurs de fonds et du gouvernement au CRRF. Enfin, on craint de plus en plus que la rhétorique autour du CRRF encourage un alignement plus étroit entre les approches humanitaires et de développement, ce que les bailleurs de fonds pour-raient utiliser comme excuse pour réduire l'aide humanitaire (Crawford et al. 2019).</p> |

| | | | |
|--|--------|-----------------------------|---|
| Boîte à outils sur les systèmes de cuisson dans les milieux humanitaires (Vianello 2016) | Outil | Énergie/environnement | La boîte à outils est développée par Moving Energy Initiative (MEI), un partenariat entre l'ONG GVEP International, Chatham House, Practical Action Consulting, le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) et le HCR. Elle offre des conseils sur la conception et la mise en œuvre de systèmes de cuisson améliorés dans les situations de déplacement. La boîte à outils classe les différentes catégories de fourneaux, passe en revue les systèmes de cuisson disponibles et fournit des conseils sur les systèmes de cuisson propres dans les contextes humanitaires. Elle propose également un modèle de systèmes de marché qui offre un cadre pour analyser la manière dont les services énergétiques sont fournis au sein de systèmes de marché plus larges et comment les solutions de cuisson pour les populations déplacées peuvent être intégrées de manière productive dans l'économie du pays d'accueil. La boîte à outils appelle à une approche intégrée et multipartite pour résoudre la question de l'approvisionnement énergétique non durable dans le cadre humanitaire. Elle propose également que l'approvisionnement énergétique dans les situations humanitaires soit intégré dans la politique énergétique du pays d'accueil. Cela peut être réalisé par une collaboration entre les acteurs des secteurs privé et public, de la fabrication à la consommation des solutions énergétiques. |
| Cadre stratégique d'autonomisation des populations réfugiées et des populations d'accueil (The Refugee and Host Population Empowerment ou ReHoPE) | Cadre | Coordination et gouvernance | ReHoPE est une stratégie et une approche transformatrices visant à rassembler une large gamme de parties prenantes de manière harmonisée et cohérente afin de garantir une programmation plus efficace (GoU et al. 2017 ; UNHCR 2018). Elle fait le lien entre les approches et les acteurs de l'humanitaire et du développement afin de garantir que l'action humanitaire s'inscrive dans une approche de développement à long terme. Il s'agit également d'un élément clé dans l'application du cadre d'action global pour les réfugiés (HCR 2018). À travers neuf principes fondamentaux, ReHoPE répond aux besoins humanitaires et de développement des districts accueillant des réfugiés en Ouganda. Il prévoit des rôles clés pour toutes les parties prenantes, en fonction de leur avantage comparatif et du principe de partenariat. Par l'intermédiaire du secrétariat du CRRF, le cadre se concentre sur la gestion des connaissances, le développement d'outils et d'approches harmonisés, et le soutien à la mise en œuvre pour apporter une réponse globale aux conséquences du déplacement. |
| Normes Environnementales et Sociales (NES) du PNUD (2019) https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP%20SES%202021_French.pdf | Normes | Environnement | Les Normes s'appliquent à cinq principes de programmation du PNUD : (1) Ne laisser personne de côté ; (2) Rôle central des droits de l'homme ; (3) Égalité hommes-femmes et autonomisation des femmes ; (4) Durabilité et résilience ; et (5) Responsabilisation. Les Normes environnementales et sociales (NES) garantissent que tous les programmes du PNUD maximisent les opportunités et les avantages sociaux et environnementaux, et que les risques et les conséquences sociales et environnementales négatives soient évités, minimisés, atténués et gérés. En ce qui concerne les déplacements et les camps, le champ d'application des Normes couvre les domaines suivants : la réalisation d'une étude d'impact environnemental et social pour évaluer les conséquences environnementales et sociales potentielles de l'acquisition de terres proposée et/ou des restrictions sur l'utilisation des terres et/ou des ressources, ainsi que les conséquences potentielles sur les communautés d'accueil ; et l'élaboration de plans pour les déplacements (plan d'action pour la réinstallation et plan d'action pour les moyens de subsistance). |

| | | |
|--|---|------------------------------|
| <p>Manuel de pra-tiques ration-nelles dans la gestion fores-tière en con-texte d'accueil de réfugiés (UNHCR et IUCN 2005)</p> <p>https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2005-034-Fr.pdf</p> | <p>Manuel de pratiques rationnelles</p> | <p>Environnement</p> |
| <p>Évaluer l'offre et la demande en bois de chauffe dans les situations de déplacement (Thulstrup et al. 2016)</p> | <p>Manuel/Lignes directrices techniques</p> | <p>Environnement/énergie</p> |

Ce manuel plaide pour une plus grande participation des réfugiés et des communautés d'accueil dans la prise décisionnelle et les rôles de gestion concernant la gestion forestière. Il propose une série d'actions pratiques que les utilisateurs peuvent envisager et appliquer dans différentes situations et à différentes phases des opérations de réfugiés. Le manuel donne une vue d'ensemble de la gestion fo-restière pendant les opérations d'aide aux réfugiés et aux rapatriés, et propose des moyens pour gérer les forêts pendant les opérations connexes d'aide aux réfugiés. Il énumère plusieurs actions et options pratiques à envisager : (1) prévention et contrôle des dommages initiaux ; (2) évaluation de la demande de produits forestiers ; (3) évaluation des disponibilités en produits forestiers ; (4) élaboration de plans d'approvisionnement et de récolte du bois ; et (5) plantation d'arbres et activités forestières et généra-trices de revenus.

Enfin, le manuel aborde la nécessité d'un plan de gestion forestière dans les situations de déplacement. Dans ce plan, il met l'accent sur : (1) la sensibilisation ; (2) la mobilisation de l'opinion; (3) l'inventaire des besoins et des opportunités ; (4) les systèmes forestiers qui répondent à ces besoins ; (5) la réhabili-tation des forêts au niveau du paysage ; et (6) le suivi et l'évaluation.

Le manuel améliore la compréhension de la dynamique de l'extraction et de la consommation de la biomasse ligneuse dans les situations de déplacement. Il aide également le personnel et les techniciens chargés de la gestion des ressources naturelles dans les zones de déplacement à utiliser le guide pour évaluer l'offre et la demande en bois de chauffe. Les lignes directrices comprennent quatre étapes uti-lisées pour évaluer la demande en bois de chauffe dans les zones de réfugiés : (1) identifier la popula-tion et les unités sociales ; (2) évaluer la consommation d'énergie ; (3) sélectionner les technologies et évaluer les pratiques locales de cuisson ; et (4) évaluer les défis multisectoriels liés à l'accès et à l'utilisation du bois de chauffe.

De même, pour évaluer l'offre en combustibles ligneux, les quatre étapes suivantes sont nécessaires : (1) définir les sources de bois de chauffe ; (2) cartographier la distribution des ressources en bois de chauffe ; (3) estimer les stocks ; et (4) évaluer les changements de stocks.

Les évaluations de l'offre et de la demande en bois de chauffe sont ensuite intégrées et utilisées pour le S&E et la planification dans la zone ciblée. Outre les méthodes de calcul de l'offre et de la demande en bois de chauffe, le manuel présente également des études de cas dans un camp de réfugiés en Éthiopie où les lignes directrices ont été testées avec succès.



Conclusion

Notre analyse littéraire sur les situations de déplacement a révélé que l'évaluation des conséquences environnementales et des options de gestion de l'environnement et des terres porte souvent sur l'échelle du paysage. Ainsi, cela inclut la planification des sites et des camps ainsi que certains services comme l'approvisionnement en eau. Toutefois, une grande partie de la littérature illustre des approches sectorielles qui ne reflètent une approche paysagère que lorsqu'on examine le contexte socio-écologique plus large et l'engagement avec les parties prenantes. Les interventions ciblées visent à améliorer les conditions de vie des réfugiés à court terme, mais aussi à assurer la durabilité à long terme des moyens de subsistance des réfugiés et des communautés d'accueil, ainsi que la résilience des écosystèmes naturels.

Nous n'avons trouvé aucun exemple d'une approche intégrée du paysage systématiquement appliquée ou adaptée à un contexte d'accueil ou de déplacement de réfugiés. Cependant, les cinq principes de l'approche paysagère semblent pertinents dans les situations de déplacement :

- La « complexité des systèmes socio-écologiques » est mise en avant dans de nombreuses études. L'afflux de population dans une zone donnée exerce des pressions sur les services écologiques et crée de nouvelles relations sociales et une renégociation des revendications avec les communautés d'accueil et les autres parties prenantes.
- La nécessité d'adopter des approches « inter- et transdisciplinaires » en matière de planification et de gestion dans divers secteurs est reconnue pour répondre aux besoins à long terme, ainsi qu'à la durabilité dans les situations de déplacement.
- Le principe de « multifonctionnalité et des arbitrages » est illustré par plusieurs activités de subsistance rapportées et les dynamiques socio-économiques entre les réfugiés et les communautés d'accueil.

- « La participation et l'engagement des parties prenantes » semblent pertinents dans la plupart des études. Elles identifient de nombreuses parties prenantes : réfugiés, population locale, gouvernements locaux, infranationaux et nationaux, organisations humanitaires, internationales, bailleurs de fonds, établissements de recherche, ONG, universités et secteur privé. L'efficacité de cette participation et de cet engagement contribue à la gestion et au suivi et nécessite un renforcement des capacités et une compréhension des perceptions des parties prenantes.
- La littérature fournit des orientations sur les principaux résultats de la « durabilité » économique, sociale et environnementale visés ou obtenus par des interventions intégrées dans les paysages accueillant des réfugiés. Un examen des outils et des lignes directrices montre des instruments pertinents, dont la plupart sont orientés sur la planification et la gestion de l'environnement. Deux cadres distincts se concentrent sur la gouvernance et la coordination globale pour la planification multisectorielle et l'engagement des parties prenantes. Le graphique illustrant l'« approche intégrée du paysage dans les situations de déplacement » synthétise les éléments essentiels de l'analyse que les lignes directrices devraient refléter. Ce cadre donne des indications sur les éléments à conceptualiser lors de l'élaboration conjointe des lignes directrices avec les principales parties prenantes sur la manière d'appliquer l'approche pour le développement durable et la résilience au niveau du paysage.

ÉCHELLE DU PAYSAGE

COMPLEXITÉ DES SYSTÈMES SOCIO ÉCOLOGIQUES

Gamme composée de différents processus
Différentes échelles
Nature hybride de la gouvernance humanitaire



MULTIFONCTIONNALITÉ ET ARBITRAGES

Fonctions écologiques, sociales et économiques pour les réfugiés et les communautés
Ressources naturelles à proximité des camps de réfugiés
Interactions entre les réfugiés et les communautés
Planification, gestion et politiques nationales visant les arbitrages



SYSTÈMES SOCIO-ÉCOLOGIQUES

INTER ET TRANSDISCIPLINARITÉ

Plusieurs secteurs interconnectés
Faire participer les parties prenantes au sein et en dehors des paysages
Approches qui dépassent les disciplines (p. ex. approche multisectorielle, méthodologie mixte, approche système)



PARTICIPATION ET ENGAGEMENT

Accès équitable pour les réfugiés et les communautés
Faire participer le secteur privé
Participation dans la planification
Participation dans le suivi
Renforcement des capacités pour une participation effective
Comprendre les perceptions des populations visées



DURABILITÉ

Durabilité sociale

Accès aux services
Opportunités pour les moyens de subsistance
Cohésion sociale et atténuation des conflits

Durabilité environnementale

Sélection des sites pour la durabilité
Atténuation et réduction de la dégradation dans les paysages accueillant des réfugiés
Restaurer plusieurs fonctions
Pratiques de gestion durable
Suivi de l'utilisation des terres et des changements du couvert végétal

Durabilité économique

Accès à des activités génératrices de revenus issues d'activités de moyens de subsistance variés ou de marchés de l'emploi
Accès équitable aux marchés et au capital



Figure 2.3 Approche intégrée du paysage dans les situations de déplacement (cadre conceptuel préliminaire)

Tableau 2.1 Approche paysagère dans les situations de déplacement : Projet de principes

| Principes |
|--|
| 1. La ou les échelles de paysage appropriées ont été déterminées pour prendre en compte la durabilité et la résilience dans le cadre du déplacement. |
| 2. Les principaux secteurs et les liens entre ces secteurs dans la situation de déplacement sont connus. |
| 3. La complexité des systèmes socio-écologiques, notamment la gamme des différents processus, échelles et structures de gouvernance hybrides, est reconnue par les différentes parties prenantes. |
| 4. La multifonctionnalité et les arbitrages dans la situation de déplacement ont été identifiés. |
| 5. Les approches dépassent les frontières sectorielles ou disciplinaires traditionnelles. |
| 6. Une participation et un engagement significatifs des parties prenantes dans les situations de déplacement (incluant le renforcement des capacités, la prise en compte des points de vue et l'accès à la participation). |
| 7. Des résultats sociaux, environnementaux et économiques durables dans les situations de déplacement. |

Questions à poser concernant nos approches paysagères et nos sites d'étude de cas :

- 1. Quelle(s) échelle(s) de paysage a/ont déjà été considérée(s) ?
- 2. Quelles approches sectorielles ont été appliquées ?

Sur le plan de la démarche paysagère intégrée

- 3. Que savons-nous des systèmes socio-écologiques, de leur complexité et de la gamme des différents processus au sein du paysage d'accueil des réfugiés ?
- 4. Que savons-nous de la multifonctionnalité et de la reconnaissance des synergies et des arbitrages dans le paysage d'accueil des réfugiés ?
- 5. Dans quelle mesure et comment les approches inter- et transdisciplinaires ont-elles été mises en œuvre dans la planification et la gestion, en impliquant les parties prenantes au sein et en dehors du paysage ?
- 6. Que savons-nous de la participation, notamment la consultation, l'engagement et le ren-forcement des capacités (pour une participation significative) à différents stades de la planification et de la gestion ?
- 7. Que savons-nous de la durabilité, notamment des dimensions sociales, environnemen-tales et économiques, à convenir dans le contexte spécifique de ce paysage d'accueil de réfugiés ?

Références

Adam-Bradford, A. (2016). Agroforestry for refugee camps. Agriculture for Development, 28. Disponible à l'adresse suivante : <https://pure.coventry.ac.uk/ws/portalfiles/portal/3992593/Adam-Bradford+Ag4Dev+28+Article+5+%283%29.pdf>.

Affi, T., Govil, R., Sakdapolrak, P. et Warner, K. (2012). Climate change, vulnerability and human mobility CLIMATE CHANGE, VULNERABILITY AND HUMAN MOBILITY: PERSPECTIVES OF REFUGEES FROM THE EAST AND HORN OF AFRICA. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.refworld.org/docid/5154014e2.html>.

Ahimbisibwe, F. et Frank, M. A. (2013). The Effect of Land Conflicts on the Livelihoods of Refugees: Implications for Refugee Protection in Uganda Durable Solutions Project View project The Effect of Land Conflicts on the Livelihoods of Refugees: Implications for Refugee Protection in Uganda (p. 6). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.researchgate.net/publication/309209994>.

Ahmed, N., Islam, M. N., Ferdous Hasan, M., Motahar, T. et Sujauddin, M. (2018). Understanding the political ecology of forced migration and deforestation through a multi-algorithm classification approach: the case of Rohingya displacement in the southeastern border region of Bangladesh. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1080/24749508.2018.1558025>.

Ajibade, Oluwatoyin et Tota-Maharaj, Kiran et Clarke, Brian. (2016). Challenges of poor surface water drainage and wastewater management in refugee camps. ENVIRONMENTAL AND EARTH SCIENCES RESEARCH JOURNAL. 3. 53-60. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.18280/eesrj.030402>.

Allen, J. et Muturi, C. (2020). A Transition for All: Equity and community engagement in the transition of water supply management to utilities in refugee settlements in Uganda. Disponible à l'adresse suivante : <https://policy-practice.oxfam.org/resources/a-transition-for-all-equity-and-community-engagement-in-the-transition-of-water-621155/>.

Barbieri, J., Leonforte, F. et Colombo, E. (2018). Towards an holistic approach to energy access in humanitarian settings: the SET4food project from technology transfer to knowledge sharing. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1186/s41018-018-0038-3>.

Bhagat, A. (2020). Experimental financial inclusion as refugee management: shelter insecurities at the bottom of the pyramid in Kenya. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1080/19491247.2020.1818051>.

Bernard, B., Aron, M., Loy, T., Muhamud, N. W. et Benard, S. (2019). The impact of refugee settlements on land use changes and vegetation degradation in West Nile Sub-region, Uganda. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1080/10106049.2019.1704073>.

Betts, A., Chaara, I., Omata, N. et Sterck, O. (2019). What Difference Does the Self-Reliance Model Make? Disponible à l'adresse suivante : <https://www.rsc.ox.ac.uk/publications/refugee-economies-in-uganda-what-difference-does-the-self-reliance-model-make>.

Betts, A., Geervliet, R., Macpherson, C., Omata, N., Rodgers, C. et Sterck, O. (2018). Self-Reliance in Kalobeyei? 1 Self-Reliance in Kalobeyei? Socio-Economic Outcomes for refugees in North-West Kenya. Disponible à l'adresse suivante : <https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:044b6cf1-2e62-474e-b88e-06ea291c3dee>.

Bizzarri, M., Bellamy, C., Patrick, E. et Roth, C. (2009). Safe access to firewood and alternative energy in Uganda: an Appraisal report. WFP, Rome. Disponible à l'adresse suivante : <https://data.unhcr.org/en/documents/download/64174>.

Bloesch. (2001). Use of fire in environmental rehabilitation of former refugee camp-Tanzania. Disponible à l'adresse suivante : http://meridian.allenpress.com/szf/article-pdf/152/9/377/1964796/szf_2001_0377.pdf.

Boer, R. d. (2013). LIMINAL SPACE: Home and Belonging in the Landscapes of Power of Exile. A Case Study of Congolese Refugees in Kampala, Uganda. Disponible à l'adresse suivante : <https://studenttheses.uu.nl/handle/20.500.12932/14416>.

Braun, A., Fakhri, F. et Hochschild, V. (2019). Refugee Camp Monitoring and Environmental Change Assessment of Kutupalong, Bangladesh, Based on Radar Imagery of Sentinel-1 and ALOS-2. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.3390/rs11172047>.

Braun, A., Lang, S. et Hochschild, V. (2016). Impact of Refugee Camps on Their Environment A Case Study Using Multi-Temporal SAR Data. Journal of Geography, Environment and Earth Science International, 4(2), 1-17. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.9734/jgeesi/2016/22392>.

Crawford, N., SORCHA O'Callaghan, Kerrie Holloway et Lowe, C. (2019). The Comprehensive Refugee Response Framework Progress in Uganda." HPG Working Paper. Septem-ber. Disponible à l'adresse suivante : <http://cdn-odi-production.s3-website-eu-west-1.amazonaws.com/media/documents/12937.pdf>.

Duguma, L., Ariani, C., Watson, C., A Okia, C. et Nzyoka, J. (2019). State of biomass resources in refugee-hosting landscapes: the case of Rhino Camp and Imvepi Refugee Settlements in West Nile, Uganda. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.5716/WP19031.PDF>.

Duguma, L., Watson, C., Nzyoka, J., Okia, C. et Fungo, B. (2019). THE MIGRATION-ENVIRONMENT NEXUS The Situation in Northwest Uganda. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.worldagroforestry.org/publication/migration-environment-nexus-situation-northwest-uganda>.

EU, Norwegian-Refugee-Council et REACH. (2019). Owned Spaces and Shared Places: Refugee Access to Livelihoods and Housing, Land, and Property in Uganda. © IM-PACT/2019, 52pp. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/owned-spaces-and-shared-places/owned-spaces-and-shared-places---refugee-access-to-livelihoods-and-housing-land-and-property-in-uganda-september-2019.pdf>.

FAO et Practical Action, (2020). Key success factors and obstacles for FAO energy projects in humanitarian settings An evaluation of FAO's energy-in-emergency portfolio to inform future programming in three Eastern African Countries. Extrait de : <https://doi.org/10.4060/ca9913en>.

FAO et ICRAF. (2020). Guidance to put forward sustainable forestry interventions in displacement settings in Kenya (unpublished). Disponible à l'adresse suivante : <https://data.unhcr.org/en/documents/download/82666>.

FAO et UNHCR. (2018). Managing forests in displacements settings : guidance on the use of planted and natural forests to supply forest products and build resilience in displaced and host communities. Disponible à l'adresse suivante : <https://data.unhcr.org/en/documents/download/79660>.

FAO. (2016). Meeting fuel and energy needs in protracted crises GUIDANCE NOTE The SAFE approach iii. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.fao.org/agrifood-economics/publications/detail/fr/c/1132953/>.

FAO. (2016). Woodfuel Assessment in Displacement Settings Safe Access to Fuel and Energy (SAFE) Toolbox User guide. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.fao.org/publications/card/fr/c/15806E/>.

FAO et UNHCR. 2016. Assessing woodfuel supply and demand in displacement settings, by D'Annunzio, R., Gianvenuti, A., Henry, M., Thulstrup, A. Rome, Italy. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.fao.org/publications/card/en/c/b113da0f-88f8-418c-9f7d-a42cdf505ee2/>.

Freeman, O. E., Duguma, L. A. et Minang, P. A. (2015). Operationalizing the integrated landscape approach in practice. *Ecology and Society*, 20(1). Disponible à l'adresse sui-vante : <http://doi.org/10.5751/ES-07175-200124>.

Friedrich, H. K. et Van Den Hoek, J. (2020). Breaking ground: Automated disturbance detection with Landsat time series captures rapid refugee settlement establishment and growth in North Uganda. *Computers, Environment and Urban Systems*, 82. Disponible à l'adresse sui-vante : <https://doi.org/10.1016/j.compenvurbsys.2020.101499>.

Grosrenaud, E., Okia, C. A., Adam-Bradford, A. et Trenchard, L. (2021). Agroforestry: Challenges and opportunities in rhino camp and imvepi refugee settlements of arua district, northern uganda. *Sustainability (Switzerland)*, 13(4), 1–18. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.3390/su13042134>.

Government of Uganda, United Nations et World-Bank. (2017). The Refugee and Host Population Empowerment (ReHoPE) Strategic Framework - Uganda. 48. Disponible à l'adresse suivante : <https://data.unhcr.org/en/documents/download/64166>.

Gumisiriza, P. (n.d.). The Ugandan Journal Of Management And Public Policy Studies Challenges and Emerging Issues Affecting the Management of Refugees in Uganda. Disponible à l'adresse suivante : https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3477396.

Hagenlocher, M. (2011). Assessing the impact of IDP/Refugee camps in the state of environment-An indicator-Based Approach Utilizing high resolution satellite image time series of Zam Zam, Northern Darfur. Disponible à l'adresse suivante : https://www.researchgate.net/publication/261146026_Assessing_the_impact_of_IDP_refugee_camps_on_the_state_of_the_environment_-_An_indicator-based_approach_utilizing_high-resolution_satellite_image_time_series_of_Zam_Zam_northern_Darfur.

Hassan, M. M., Smith, A. C., Walker, K., Rahman, M. K. et Southworth, J. (2018). Rohingya Refugee Crisis and Forest Cover Change in Teknaf, Bangladesh. 10, 689. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.3390/rs10050689>.

Hargrave, K., Mosel, I. et Leach, A. (2020). Public narratives and attitudes towards refugees and other migrants Uganda country profile. Disponible à l'adresse suivante : <https://odi.org/en/publications/public-narratives-and-attitudes-towards-refugees-and-other-migrants-uganda-country-profile/>.

Idris, I. (2020). Integrated approaches to refugee management in Uganda. Helpdesk Report 716. Brighton, UK: Institute of Development Studies. Disponible à l'adresse suivante : <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/1499127>.

Jaafar, H., Ahmad, F., Holtmeier, L. et King-Okumu, C. (2020). Refugees, water balance, and water stress: Lessons learned from Lebanon. *Ambio*, 49. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1007/s13280-019-01272-0>.

Jacobsen, K. et Fratzke, S. (2016). Building livelihood opportunities for refugee populations: lessons from past practice. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.migrationpolicy.org/research/building-livelihood-opportunities-refugee-populations-lessons-past-practice>.

Jahre, M., Kembro, J., Adjahossou, A. et Altay, N. (2018). Approaches to the design of refugee camps: An empirical study in Kenya, Ethiopia, Greece, and Turkey. *Journal of Humanitarian Logistics and Supply Chain Management*, 8(3), 323–345. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1108/JHLSCM-07-2017-0034>.

Jahanzeb, P. (2021). Economic Self -Reliance of Refugees in Uganda and Turkey: Lessons Learnt for Pakistan. National Graduate Institute for Policy Studies. Thesis. Disponible à l'adresse suivante : https://www.researchgate.net/publication/351360332_Economic_Self_Reliance_of_Refugees_in_Uganda_and_Turkey_Lessons_Learnt_for_Pakistan.

Jansen, B. J. (2011). The Accidental City Violence, Economy and Humanitarianism in Kakuma Refugee Camp, Kenya. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.wur.nl/en/Publication-details.htm?publicationId=publication-way-343035353335>.

Jansen, B. J. et Bruijne, M. De. (2020). Humanitarian spill-over: the expansion of hybrid humanitarian governance from camps to refugee hosting societies in East Africa. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1080/17531055.2020.1832292>.

Jickling, N. (2018). Forest conservation and timber management A case study of Kyangwali Refugee Settlement, Hoima District, Uganda. Disponible à l'adresse suivante : https://digitalcollections.sit.edu/isp_collection/2865/.

Kaiser, T. (2005). Participating in development? Refugee protection, politics and developmental approaches to refugee management in Uganda. In *Third World Quarterly* (Vol. 26, Issue 2, pp. 351–367). Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1080/0143659042000339155>.

Kofi, S. et Agblorti, M. (2011). Humanitarian assistance to refugees in rural Ghana: Implications for refugee-host relations. *Geografisk Tidsskrift/Norwegian Journal of Geography*, 65, 75–82. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1080/00291951.2011.574319>.

Kumssa, A. et Jones, J. F. (2014). Human Security Issues of Somali Refugees and the Host Community in Northeastern Kenya. *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 12(1), 27–46. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1080/15562948.2013.810797>.

Kyazike, J. (2019). Refugees and environmental security in Uganda. Makerere University. Disponible à l'adresse suivante : <http://hdl.handle.net/10570/7049>.

Lahn, G. et Grafham, O. (2015). Heat, light and power for refugees. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.unhcr.org/pages/49c3646c4d6.html>.

Leiterer, R., Bloesch, U., Wulf, H., Eugster, S. et Joerg, P. C. (2018). Vegetation monitoring in refugee-hosting areas in South Sudan. *Applied Geography*, 93, 1–15. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1016/j.apgeog.2018.01.013>.

Lyytinen, E. (2009). NEW ISSUES IN REFUGEE RESEARCH Household energy in refugee and IDP camps: challenges and solutions for UNHCR Policy Development and Evaluation Service Policy Development and Evaluation Service United Nations High Commissioner for Refugees. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unhcr.org/en-my/4a1d2f422.pdf>.

Masete, A. (2020). Effects of forced migration on the environment the case of Arua district, in Uganda. UoN. Disponible à l'adresse suivante : <http://erepository.uonbi.ac.ke/handle/11295/154128>.

Maystadt, J. F., Mueller, V., Van Den Hoek, J. et Van Weezel, S. (2020). Vegetation changes attributable to refugees in Africa coincide with agricultural deforestation. *Environmental Research Letters*, 15(4). Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1088/1748-9326/AB6D7C>.

Maystadt. (2014). Winners and Losers among a Refugee-Hosting Population. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1086/676458>.

Monteith, W. et Lwasa, S. (2017). The participation of urban displaced populations in (in)formal markets: contrasting experiences in Kampala, Uganda. *Environment and Urbanization*, 29(2), 383–402. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1177/0956247817721864>.

Mulumba, D. (2011). The Gendered Politics of Firewood in Kiryandongo Refugee Settlement in Uganda. *African Geographical Review*, 30(1), 33–46. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1080/19376812.2011.10539134>.

Musoke, S. (2019). South Sudan refugees and environmental degradation in Uganda. Makerere University. Disponible à l'adresse suivante : <http://hdl.handle.net/10570/7959>.

Napier-Moore, R. (2005). Entrenched relations and the permanence of long-term refugee camp situations. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.researchgate.net/publication/253291694>.

Nduwamungu, J. et Munyanziza, H. (2013). Agroforestry practice in villages surrounding Nyamure former refugee camp, Nyanza District: tree species and purpose. *Rwanda Journal*, 28(1). Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.4314/rj.v28i1.5>.

Neves, D., Baptista, P. et Pires, J. M. (2021). Sustainable and inclusive energy solutions in refugee camps: Developing a modelling approach for energy demand and alternative re-newable power supply. *Journal of Cleaner Production*, 298. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2021.126745>.

Njoka, R., Foote, A. D., Woods, E., Lokey, H., O, C. E., Magumba, F., Okello, P., Mintz, E. D., Marano, N., Morris, J. F. et Kenya, C. D. C. (2017). Sanitation practices and perceptions in Kakuma refugee camp, Kenya: Comparing the status quo with a novel service-based approach. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0180864>.

Okong'o, K. (2020). Proportionate regulation in Uganda: A gateway for refugees accessing mobile services in their own name. GSMA Mobile for Humanitarian Innovation Programme, 9pp. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/proportionate-regulation-in-uganda-a-gateway-for-refugees-accessing-mobile-services-in-their-own-name/>.

Omata, N. et Kaplan, J. (2013). Refugee livelihoods in Kampala, Nakivale and Kyangwali refugee settlements Patterns of engagement with the private sector Working Paper Series. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.refworld.org/pdfid/55c9f3f04.pdf>.

Omoding, J., Walters, G., Andama, E., Carvalho, S., Colomer, J., Cracco, M., Eilu, G., Kiyangi, G., Kumar, C., Langoya, C. D., Bugembe, B. N., Reinhard, F. et Schelle, C. (2020). Analysing and applying stakeholder perceptions to improve protected area governance in Ugandan conservation landscapes. *Land*, 9(6). Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.3390/LAND9060207>.

Quader, M. A., Dey, H., Malak, M. A. et Sajib, A. M. (2021). Rohingya refugee flooding and changes of the physical and social landscape in Ukhiya, Bangladesh. *Environment, Development and Sustainability*, 23(3), 4634–4658. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1007/s10668-020-00792-0>.

Ramsay, G. (2020). Humanitarian exploits: Ordinary displacement and the political economy of the global refugee regime. *Critique of Anthropology*, 40(1), 3–27. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1177/0308275X19840417>.

Roos, N. (2016). Edible insects for improved food and nutrition security at Kakuma refugee camp.

Rossi, M., Rembold, J., Felix, B., Bolognesi, M., Nori, M., Michele, M., Mureithi, S. et Nyberg, G. (2018). Mapping land enclosures and vegetation cover changes in the surroundings of Kenya's Dadaab refugee camps with very high resolution satellite imagery. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1002/ldr.3212>.

Ros-Tonen, M. A. F., Reed, J. et Sunderland, K. Terry. (2018). From Synergy to Complexity: The Trend Toward Integrated Value Chain and Landscape Governance. *Environmental Management*, 62, 1–14. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1007/s00267-018-1055-0>.

Sayer, J., Sunderland, T., Ghazoul, J., Pfund, J.-L., Sheil, D., Meijaard, E., Venter, M., Klintuni Boedhihartono, A., Day, M., Garcia, C., Van Oosten, C. et Buck, L. E. (n.d.). Ten principles for a landscape approach to reconciling agriculture, conservation, and other competing land uses. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1073/pnas.1210595110/-/DCSupplemental>.

Schoen, A. (2021). Measuring self-reliance in refugee camps. Extrait de : https://www.researchgate.net/publication/348447383_MEASURING_SELF-RELIANCE_IN_REFUGEE_CAMPS.

Stjernquist, M., Kth, D., För, S. et Samhällsbyggnad, A. O. (2019). Energy Access for the Most Vulnerable Groups A Study on the Long-Term Effects of Energy Access in a Refugee Camp Context with Inclusion of the Host Community. Disponible à l'adresse suivante : <https://kth.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2%3A1344097&dsid=-9214>.

Tafere, M. (2018). Forced displacements and the environment: Its place in national and international climate agenda. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2018.07.063>.

Taylor, J. E., Zhu, H., Gupta, A., Filipski, M., Valli, J. et Gonzalez, E. (2016). Economic Impact of Refugee Settlements in Uganda * Economic Impact of Refugee Settlements in Uganda. Disponible à l'adresse suivante : <https://reliefweb.int/report/uganda/economic-impact-refugee-settlements-uganda>.

Thomas, P. J. M., Williamson, S. J. et Harper, P. W. (2021). The diffusion of solar home systems in Rwandan refugee camps. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1016/j.esd.2021.05.003>.

UNDP. (2018). Understanding land dynamics and livelihoods in refugee hosting districts of Northern Uganda. United Nations Development Programme (UNDP), Kampala, Uganda, 25pp. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/africa/publications/understanding-land-dynamics-and-livelihoods-refugee-hosting-districts-northern-uganda>.

UNHCR. (2019). Global strategy for sustainable energy. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unhcr.org/5db16a4a4.pdf>.

UNHCR. (2018). Comprehensive Refugee Response Framework: The Uganda Model. Comprehensive response, Case study, 17. Extrait de : <https://globalcompactrefugees.org/sites/default/files/2019-12/Case%20study-%20comprehensive%20refugee%20response%20model%20in%20Uganda%202018%29.pdf>.

FAO et UNHCR 2016. Technical handbook on assessing woodfuel supply and demand in displacement settings. Extrait de : <https://www.fao.org/forestry/energy/catalogue/search/detail/en/c/1306666/>.

UNHCR et CARE, (undated); Framework for Assessing, Monitoring and evaluating the environment in the refugee related operations. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unhcr.org/protection/environment/4a97d1039/frame-toolkit-framework-assessing-monitoring-evaluating-environment-refugee.html>.

UNHCR, (2005). UNHCR Environmental guidelines. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unhcr.org/protection/environment/3b03b2a04/unhcr-environmental-guidelines.html>.

UNHCR et IUCN. (2005). Handbook on Forest Management in refugee and returnee situations. Disponible à l'adresse suivante : <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2005-034.pdf>.

UNHCR. (2002). Livelihood options in refugee situations a handbook for promoting sound agricultural practices. Development. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unhcr.org/406c34174.pdf>.

UNHCR. (2001). Practicing and promoting sound environmental management in refugee/returnee operations international workshop. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unhcr.org/406c34174.pdf>.

UNHCR. (n.d.). Framework for Assessing, Monitoring and Evaluating the environment in refugee-related operations. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unhcr.org/4a968ec59.pdf>.

Viswanathan, Madhubalan et Arias, Robert et Sreekumar, Arun. (2020). Extreme Exclusion and Relative Deprivation in Subsistence Marketplaces: A Study in a Refugee Settlement in Nakivale, Uganda. *Journal of Consumer Affairs*. 55. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1111/joca.12296>.

Watera, W. et al (2017). Uganda's Refugee Management Approach within the EAC Policy Framework. Konrad Adenauer Stiftung. Extrait de : https://www.kas.de/c/document_library/get_file?uuid=72aba01c-362f-bb7d-9285-2be31890913f&groupId=280229.

Vemuru, V., Oka, R., Gengo, R. et Gettler, L. (2016). Refugee Impacts on Turkana Hosts A Social Impact Analysis for Kakuma Town and Refugee Camp Turkana County, Kenya. Disponible à l'adresse suivante : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25863?locale-attribute=fr>.

Verwimp, P. et Maystadt, J.-F. (2015). Forced Displacement and Refugees in Sub-Saharan Africa An Economic Inquiry. Disponible à l'adresse suivante : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/23481>.

Vianello, M. (2016). Toolkit for the Moving Energy Initiative A Review of Cooking Systems for Humanitarian Settings. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.fao.org/forestry/energy/catalogue/search/detail/fr/c/1306728/>.

Wissel, A. M. (2017). Patterns of Refugee Planning: A Comparative Analysis of Current Refugee Planning Approaches. *Advances in Applied Sociology*, 07(11), 349–363. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.4236/aasoci.2017.711023>.

World Bank. (2016). An Assessment of Uganda's Progressive Approach to Refugee Management: World Bank. Disponible à l'adresse suivante : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/24736?locale-attribute=fr>.

World Bank et FAO. (2020). Assessment of Forest Resource Degradation and Intervention Options in Refugee-Hosting Areas of Western and Southwestern Uganda. 92pp. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/3/ca7832en/CA7832EN.pdf>.

Cette initiative fait partie du projet « Gouvernance des paysages multifonctionnels en Afrique subsaharienne » (Governing Multifunctional Landscapes in sub-Saharan Africa, ou GML), une initiative financée par l'Union européenne et coordonnée par le CIFOR-ICRAF.

Cette recherche a été menée par le Centre de recherche forestière internationale et le Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIFOR-ICRAF) dans le cadre du programme de recherche du CGIAR sur les forêts, les arbres et l'agroforesterie (FTA). Le FTA constitue le plus important programme global de recherche pour le développement visant à amplifier la contribution des forêts, des arbres et de l'agroforesterie au développement durable, à la sécurité alimentaire et à la lutte contre le changement climatique. Le CIFOR dirige le FTA en partenariat avec Bioversity International, le CATIE, le CIRAD, l'ICRAF, l'INBAR et TBI. Les travaux du programme FTA sont soutenus par le Fonds fiduciaire du CGIAR : cgiar.org/funders.

